

dé pourvoir à l'exploration des lignes entre Alaska et le Canada; le gouvernement espère qu'il ne sera pas nécessaire de tout dépenser, mais il est bon de l'avoir en mains, dans le cas où il serait requis.

Le TRÈS-HONORABLE SIR JOHN A. MACDONALD demande s'il y avait des négociations en marche relative-ment à ces lignes.

L'HON. M. CARTWRIGHT réplique qu'il y avait actuellement des commu-nications, par l'entremise de Sir EDWARD THORNTON avec les États-Unis, et il était à espérer qu'on en arriverait à un arrangement qui permettrait à ce gouvernement de se dispenser de dépenser le fort montant demandé. Les Côtes d'Alaska sont très-épineuses, et il n'y a pas de doute que de tirer une ligne sur le sommet des montagnes se-rait très-dispendieux. C'est en vue d'effectuer une épargne sous ce rapport que ces négociations sont actuellement en marche. L'item est adopté.

Les items 163 à 169, inclusivement, passèrent sans discussion.

Sur l'item \$12,000, commutation pour la remission des droits sur les articles importés à l'usage de l'armée et la marine,

Le TRÈS-HON. SIR JOHN MACDO-NALD demande pourquoi y a-t-il \$2000 d'augmentation ?

L'HON. M. BURPEE dit que le montant alloué jusqu'ici était de \$50, ce qui était insuffisant, des représentations ont été faites par les officiers à Halifax à cet effet et l'augmentation fut allouée.

L'HON. M. TUPPER.—Comme ma-tière de fait, l'augmentation de \$2,000 est la conséquence de la récente aug-mentation de droits.

L'HON. M. CARTWRIGHT.—En partie pour cela, et en partie de la con-séquence de l'augmentation du coût de vivre des dernières années.

L'HON. M. MITCHELL dit que le gouvernement aurait dû faire une in-vestigation afin d'établir le fait pré-able de la nécessité de cette augmenta-tion avant de l'imposer. La somme n'était pas considérable, mais le prin-cipe d'ajouter une augmentation sur la représentation de ces messieurs, était mauvais. L'item a été adopté.

Sur l'item 168, différentes dépenses dans le Nord-Ouest, non autrement pourvues, \$33,800.

SIR JOHN A. MACDONALD de-mande pourquoi il y avait une aug-mentation de \$23,000.

L'HON. M. CARTWRIGHT dit que vû qu'on devait soumettre prochaine-ment un bill comportant des explica-tions en détail, il serait peut-être mieux de laisser la chose dans l'état où elle se trouvait.

Le comité se leva et fit rapport des résolutions.

La Chambre s'ajourne à 10 heures.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Mardi, le 23 Février 1875.

L'ORATEUR prend son siège à 3 heu-res P. M.

EXTENSION DE TEMPS POUR LA RÉCEP-TION DES BILLS PRIVÉS.

M. RYMAL fait motion que le temps pour recevoir des pétitions pour Bills Privés soit étendu à deux autres semai-nes, et que le temps pour la réception des bills privés soit étendu à la même période.

L'HON. M. HOLTON dit que c'était une affaire d'usage de donner quel-qu'extension de temps au commence-ment de la session, mais il inviterait son hon. ami le chef de la Chambre d'établir implicitement que cette ex-tension était la seule à laquelle lui, comme chef de la Chambre, donnerait son assentiment. La pratique de venir avec des bills privés à une période avancée de la session, lorsqu'il était impossible de leur donner la considé-ration qu'ils exigeaient fréquemment, était une pratique à laquelle on devait mettre un terme. Les avis donnés suivant les règlements de la Chambre signifiaient quelque chose ou ne signi-fiaient rien. S'ils signifiaient quelque chose il n'y avait aucune raison pour expliquer pourquoi les demandes pour bills privés ne seraient pas faites devant la Chambre dans le délai prescrit. L'expérience qu'il avait acquise dans un des premiers comités de la Chambre pour bills privés, l'avait amené à la conclusion qu'il était totalement im-possible d'apporter le soin et la délibé-ration absolument requis dans les inté-rêts d'une saine législation sur des